L'Association israélite de protection de la jeune fille et la lutte contre la « traite des blanches » au début du XX^e siècle

Céline Leglaive-Perani

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/2960>

DOI : 10.4000/rhei.2960

ISBN : 978-2-7535-1649-6

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008

Pagination : 139-154

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Céline Leglaive-Perani, « L'Association israélite de protection de la jeune fille et la lutte contre la « traite des blanches » au début du XX^e siècle », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 10 | 2008, mis en ligne le 26 septembre 2010, consulté le 04 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/2960> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.2960>

L'Association israélite de protection de la jeune fille et la lutte contre la « traite des blanches » au début du XXème siècle

Céline
Leglaive-Perani ⁽¹⁾

L'Association israélite pour la protection de la jeune fille a été fondée en 1910 dans le contexte de la lutte contre la « traite des blanches ». Cette expression est utilisée par les adversaires de la prostitution réglementée pour désigner le commerce national et international auquel se livraient les tenanciers et les proxénètes pour recruter de la main-d'œuvre pour les maisons closes tolérées. La « traite des blanches » est définie plus précisément, après la conférence internationale de Paris de 1902, comme « la vente des mineures et celle des femmes majeures lorsqu'elle s'accompagne de violence, de fraude ou d'abus de confiance ».⁽²⁾ Au début du XXème siècle, la France se dote, par la loi du 3 avril 1903, d'un outil de répression à l'égard de celle-ci. Il semble cependant, au vu des statistiques, qu'un grand nombre d'affaires de « traite des blanches » se révèlent non-fondées.⁽³⁾ Le thème n'en est pas moins devenu au début du XXème siècle un enjeu public, national et international. En France, la presse à grand tirage s'est emparée du sujet, qu'elle n'hésite pas à qualifier de « l'un des pires fléaux de notre temps »⁽⁴⁾ ; l'opinion publique s'est émue, en particulier du sort des mineures, ces « jeunes vierges »,⁽⁵⁾ censées avoir été trompées et contraintes à se prostituer. Comme le souligne Alain Corbin, « s'il est un sujet à propos duquel il est malaisé de démêler le mythe de la réalité, c'est bien la traite des blanches ; thème d'ailleurs plus signifiant par la littérature angoissée qui le véhicule que par la réalité qu'il recouvre, carrefour de toutes les obsessions de l'époque ; à son propos, les esprits les plus pondérés s'égarent ».⁽⁷⁾

Bientôt une mobilisation se met en œuvre pour lutter contre la « traite des blanches » : des congrès, suscités par l'initiative privée, sont organisés successivement à Londres, Paris, Amsterdam, Francfort, Zurich, Madrid et Bruxelles pour faciliter la coopération internationale. Dans la plupart des pays occiden-

(1) Doctorante à l'EHESS. Research fellow, university of London.

(2) Alain Corbin, *Les filles de noce. Misère sexuelle et prostitution aux XIXème et XXème siècles*, Paris, Aubier, 1978, p. 406.

(3) *Ibid.*, p. 434.

(4) *La République*, 27 juillet 1902, cité dans Alain Corbin, *ibid.*, p. 425.

(5) Alain Corbin, *ibid.*, p. 408.

(6) *Ibid.*, p. 405.

(7) Archives nationales (AN), Commissariat général aux questions

juives (CGQJ) et service de restitution des biens spoliés, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice de l'Association israélite pour la protection de la jeune fille*, 1912, p. 26.

(8) Conservés aux Archives nationales sous la cote AJ 38 5789 (Fonds Commissariat général aux questions juives et service de restitution des biens spoliés).

(9) Timothy J. Gilfoyle, « Prostitutes in History : from Parables of Pornography to Metaphors of Modernity », *American History Review*, 104-1, février 1999, p. 117-141.

(10) Alexandre Parent-Duchâtelet, *De la prostitution dans la ville de Paris, considérée sous le rapport de l'hygiène publique, de la morale et de l'administration*, Paris, J.-B. Baillière, 1836.

(11) F.F.A. Béraud, *Les filles publiques de Paris et la police qui les régit*, Paris, Desforges, 1839.

(12) Sur ce sujet, cf. l'article de Maurice Samuels, « Metaphors of Modernity : Prostitutes, Bankers, and Other Jews in Balzac's Splendeurs et misères des courtisanes », *Romanic Review*, n° 97 (2), mars 2006, p. 169-184.

taux, des associations privées, laïques, catholiques et protestantes se créent et mettent en place un réseau de protection et d'assistance aux jeunes femmes. En France, à l'imitation d'autres associations de lutte contre la « traite des blanches », un groupe de dames patronnesses juives fonde, en 1910, l'Association israélite pour la protection de la jeune fille. L'objectif est de « défendre et [*de*] sauver l'enfant, la jeune fille, exposée continuellement à une chute irrémédiable ».

Dans une première partie, nous ferons l'historique de l'Association : l'objectif est ici de présenter les conditions de sa création, ses fondatrices, ainsi que ses modes de fonctionnement et de financement. Pour mieux comprendre les buts et les moyens d'action de l'Association, nous avons dépouillé ses rapports d'exercice entre 1912 et 1921.⁽⁸⁾ En second lieu, notre étude portera sur l'idée que l'Association israélite pour la protection de la jeune fille se fait de la « traite des blanches », et les significations symboliques et discursives qui accompagnent les discours et représentations de ses membres sur la prostitution des jeunes.⁽⁹⁾ Cette analyse nous semble intéressante pour mieux comprendre le positionnement de l'Association et le sens de sa mission. Enfin, il est intéressant de replacer l'Association dans le contexte politique et social de son époque et, en particulier, par rapport à la question de l'antisémitisme en France et en Europe. La dénonciation de la « traite des blanches » s'est, en effet, accompagnée d'une très forte manifestation d'antisémitisme : la présence réelle ou supposée de juifs dans la « traite des blanches » a été largement exploitée par la presse antisémite. L'Association se donne donc également pour but de lutter contre l'antisémitisme et de rétablir la réputation des juifs.

1. La formation de l'Association israélite pour la protection de la jeune fille

La communauté juive française, riche de très nombreuses associations charitables, n'a jamais montré beaucoup d'empressement à aider ses coreligionnaires prostituées. Il est vrai que la question des prostituées juives n'est pas ou peu évoquée dans les travaux des spécialistes de la prostitution, comme l'hygiéniste A. Parent-Duchâtelet⁽¹⁰⁾ et A. Béraud.⁽¹¹⁾ Si le thème de la « prostituée juive » est présent, c'est surtout sous forme fantasmagorique dans la littérature (Balzac, Maupassant, Huysmans...) ⁽¹²⁾ et, *a fortiori*, comme élément récurrent de la littérature antisémite. Pour Édouard Drumont, figure de proue de l'antisémitisme français, la prostituée juive « sert Israël à sa façon ; elle accomplit une sorte de mission en ruinant [...] les fils de notre aristocratie ; elle est un merveilleux instrument d'information pour la politique juive ».⁽¹³⁾

Au XIX^{ème} siècle, une philanthrope juive s'est pourtant intéressée au problème des prostituées juives mineures. Coralie Cahen (1832-1899) est la seule qui, à notre connaissance, a fourni ouvertement une assistance à ses jeunes coreligionnaires prostituées. Le chemin qui la conduit à la philanthropie est classique : en quelques années, elle perd sa fille de 9 ans, puis son mari et décide de consacrer sa fortune à la philanthropie, en particulier à l'assistance aux enfants. En 1866, elle ouvre la Maison israélite de refuge pour l'enfance, d'abord à Romainville, puis à partir de 1883 à Neuilly-sur-Seine. Son objectif est d'accueillir et de relever les jeunes prostituées juives et, en particulier, les « petites Maubert », selon l'expression de l'écrivain Maxime Du Camp, ces jeunes prostituées âgées de 13 à 15 ans qui sont ainsi dénommées parce qu'elles pratiquent la prostitution aux environs de la Place Maubert dans le 5^{ème} arrondissement de Paris. En 1887, l'aide aux jeunes prostituées a cependant disparu. Quand Maxime Du Camp, qui veut rédiger une série d'articles sur la bienfaisance privée, visite le refuge, il constate que la maison de relèvement est vide. Le refuge s'est mué en un orphelinat et une école professionnelle pour les jeunes filles isolées ou abandonnées par leur famille.⁽¹⁴⁾

Près de vingt ans après, la « traite des blanches » apparaît comme un phénomène d'une toute autre ampleur. Celui-ci est présenté comme un problème de dimension internationale, dans lequel un grand nombre de juifs semblent impliqués, tant en qualité de trafiquant que de victime : selon une commu-

(13) Édouard Drumont, *La France juive, essai d'histoire contemporaine*, Paris, C. Marpon et E. Flammarion, 1886, p. 88-89. Cf. aussi Gougenot des Mousseaux, *Le juif, le judaïsme et la judaïsation des peuples chrétiens*, Paris, H. Plon, 1869 ou bien Raphaël Viau, *Les femmes d'Israël*, Paris, A. Pierret, 1898.

(14) Maxime Du Camp, « La bienfaisance israélite à Paris », *Revue des deux Mondes*, 1887, tiré à part, p. 278 sqq.

(15) Rapport du consul de Suisse, cité dans Alain Corbin, *op. cit.*, p. 421.

(16) Edward J. Bristow, *Prostitution and Prejudice, the Jewish Fight against White Slavery 1870-1939*, Oxford, Clarendon Press, 1982, p. 118.

(17) Albert Londres, *Le chemin de Buenos Aires (la traite des blanches)*, Paris, Albin Michel, 1927, p. 169.

(18) Archives de l'Alliance israélite universelle (AIU), Bibliothèque de l'Alliance israélite universelle (Paris), IH-1, France, *Sociétés en relation avec l'AIU – Sociétés de bienfaisance diverses, lettre du 20 septembre 1902*.

(19) Edouard J. Bristow, *op. cit.*, p. 113 et p. 133.

(20) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice...*, 1912, *op. cit.*, p. 27.

nication du consul de suisse à Buenos Aires, datant de 1897, les trafiquants seraient en majorité des juifs polonais.⁽¹⁵⁾ Edouard J. Bristow calcule que dans la même ville, en 1900, près de 30 % des prostituées seraient juives.⁽¹⁶⁾ Ces chiffres sont évidemment sujets à caution. Quoiqu'il en soit, l'idée selon laquelle les juifs sont nombreux à pratiquer la « traite des blanches » est alors largement véhiculée dans l'opinion publique et elle persiste au cours du XXème siècle. Albert Londres, dans le livre qu'il consacre au problème en 1927, associe étroitement « traite des blanches » et « juifs ». Pour lui « la traite des blanches, la véritable, la chose que le terme évoque à l'imagination, ce sont les hommes polaks [*les juifs polonais*] qui la pratiquent ».⁽¹⁷⁾ Pour les juifs eux-mêmes, la part importante des juifs parmi les trafiquants et leurs victimes ne fait pas de doute : dans un courrier de 1902, Madame Eugène Simon, fondatrice de l'Association israélite pour la protection de la jeune fille, fait observer « qu'il est malheureusement triste d'être obligé de constater que les honteux trafiquants de ce commerce ignoble sont des israélites pour la plupart et que leurs pauvres victimes appartiennent également en majorité à notre religion ».⁽¹⁸⁾

Face à la « traite des blanches », la communauté juive française ne semble tout d'abord pas concernée : les maisons closes d'Amérique du Sud, même approvisionnées par des prostituées juives, sont bien éloignées des préoccupations locales. Certes, la communauté juive française acquiert rapidement la conviction que le recrutement des jeunes prostituées a, pour partie, lieu sur le territoire national. Selon Edouard J. Bristow, l'embarquement vers les maisons closes s'opère aussi à partir des ports français.⁽¹⁹⁾ Toutefois, les jeunes filles embarquées sont rarement des juives françaises, mais plutôt des membres exogènes à la communauté française : il s'agit généralement de jeunes immigrées, en provenance de l'Europe centrale et orientale (Pologne, Russie, Roumanie) ou de l'Empire turc, qui arrivent ou transitent par Paris ou les grands ports. En 1912, les jeunes filles en danger sont, selon l'Association israélite pour la protection de la jeune fille, « d'origines diverses, quelques unes françaises, les autres venant des différentes contrées d'Europe, d'autres enfin de la Chine et de l'Inde ».⁽²⁰⁾ Ces jeunes filles étrangères ne suscitent, dans un premier temps, que peu de mobilisation de la part de la communauté juive française. Dans les rapports d'exercice de l'Association, plusieurs propos traduisent le mépris dans lequel les juifs français tiennent les juifs étrangers, ainsi, par exemple, un rapport

utilise l'expression « nos coreligionnaires étrangers arriérés » pour les désigner.⁽²¹⁾ L'absence de réaction de la communauté a une autre cause : encore sous le choc de l'affaire Dreyfus, celle-ci fait profil bas et ne souhaite pas mener une campagne de lutte publique contre la « traite des blanches ».⁽²²⁾ Elle se refuse également à procéder à la création d'un comité exclusivement juif. Ferdinand Dreyfus (1849-1915), notable de la communauté, sénateur et avocat, préconise à ceux qui, parmi les juifs, veulent se mobiliser contre la traite, de rejoindre une association non juive. C'est d'ailleurs ce qu'il a lui-même fait puisqu'il est, jusqu'en 1909, secrétaire général du Comité national français contre la traite des blanches, secrétaire général de l'Association pour la répression de la « traite des blanches » et la préservation de la jeune fille, et vice-président de l'œuvre des Maisons de famille pour jeunes filles isolées.⁽²⁴⁾

Lors du « Congrès des israélites de Londres »⁽²⁵⁾ qui, à l'invitation de la Jewish Association for the Protection of Girls and Women, réunit exclusivement les différentes associations juives de lutte contre la « traite des blanches » en avril 1910, il est finalement décidé de créer une association française sur le modèle de la Jewish Association for the Protection of Girls and Women.⁽²⁶⁾ Cependant, signe de l'hésitation qui a présidé à sa création, l'association prend d'abord le nom d'Association pour la protection de la jeune fille (section israélite) et se présente comme une « section israélite » de l'Union internationale des amies de la jeune fille. Elle se place alors dans le giron de cette association d'inspiration chrétienne, fondée en 1877 à l'issue du premier Congrès abolitionniste de Genève.⁽²⁷⁾ C'est seulement à partir de 1914, qu'elle se revendique pleinement, à la fois comme association juive et comme organisation indépendante et prend le nom d'Association israélite pour la protection de la jeune fille.

C'est Madame Eugène Simon qui est chargée de la création. Sa biographie est mal connue : elle pourrait être la femme de l'entomologiste Eugène Simon (1848-1924) mais rien n'est sûr. Sur le terrain associatif, son nom est lié à l'Œuvre libératrice, institution d'accueil pour les « jeunes filles en danger moral » fondée par Ghénia Avril de Sainte-Croix, dont elle est, au début du siècle, la secrétaire générale. À ce titre, les archives de l'Alliance israélite universelle gardent la trace d'un courrier de 1902 dans lequel elle attire l'attention de l'Alliance sur la prostitution des juives et sollicite une subvention pour l'Œuvre libératrice.⁽²⁸⁾ Figure active de la lutte contre la prostitution,

(21) *Ibid.*, p. 15.

(22) Edouard J. Bristow, *op. cit.*, p. 265.

(23) *Ibid.* p. 266.

(24) Archives de l'Alliance israélite universelle (AIU), Bibliothèque de l'Alliance israélite universelle (Paris), XIX 57, France, *Prostitution*.

(25) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice...*, 1912, *op. cit.*, p. 18.

(26) Edouard J. Bristow, *op. cit.*, p. 264.

(27) Alain Corbin, *op. cit.*, p. 411.

(28) Archives de l'Alliance israélite universelle, Bibliothèque de l'Alliance israélite universelle (Paris), IH-1, *op. cit.*

elle participe à la plupart des congrès internationaux de répression contre la « traite des blanches » du début du siècle. En avril 1910, lors du Congrès des associations juives dont nous avons déjà parlé, elle est chargée de créer l'association française.

Tandis que Madame Eugène Simon devient secrétaire générale de l'Association israélite pour la protection de la jeune fille, la présidence est confiée à la Baronne Adélaïde de Rothschild (1853-1935). Celle-ci est l'épouse du Baron Edmond de Rothschild (1845-1934), l'une des personnalités les plus puissantes de la communauté juive française : en 1910, il dirige les principales institutions de la communauté, c'est-à-dire le Consistoire central et le Comité de bienfaisance israélite de Paris. Il est aussi un philanthrope notoire, qui soutient de très nombreuses associations charitables juives ou non juives. Sa femme, la Baronne Adélaïde, est très active dans les œuvres d'assistance aux femmes et aux enfants : au sein de la communauté juive, elle a co-fondé, en 1899, le Toit familial, un foyer destiné à accueillir les jeunes filles juives isolées.⁽²⁹⁾ Elle soutient également plusieurs œuvres non juives de protection de la jeune fille et de l'enfant : elle est vice-présidente de l'Association pour la répression de la traite des blanches.⁽³⁰⁾ Elle patronne également l'Œuvre de Clamart, œuvre de « sauvetage et éducation », fondée en 1903. Au sein de cette association, en compagnie de Mesdames Oster et Schlumberger, elle finance un asile pour les mineures où l'on recueille et « apprivoise ces pauvres petites sauvages ». En 1909, elle est également élue vice-présidente de l'Œuvre des maisons de famille pour jeunes filles isolées.⁽³¹⁾

La création de l'Association israélite de protection de la jeune fille répond à un objectif clair de lutte contre la « traite des blanches » : il s'agit de « regarder le problème bien en face, afin de chercher à le combattre ».⁽³²⁾ L'Association regrette que la communauté juive française ait été jusqu'à présent peu active sur le sujet, au contraire d'autres communautés : « Les femmes israélites de France [...] n'avaient étudié la question, ni au point de vue général, ni au point de vue de leurs jeunes coreligionnaires. Il n'en était pas de même en Angleterre, en Allemagne, aux États-Unis, où de grandes associations israélites de protection se fondèrent, englobant bientôt des milliers de membres. »⁽³³⁾ Ainsi, la création de l'Association française entend « combler une lacune fâcheuse, qui existait dans notre communauté parisienne et nous met-

(29) Archives CASIP-COJASOR (Paris), 2 B10, *Registre des délibérations des commissions et des œuvres affiliées, Registre des séances et procès-verbaux concernant le Toit familial.*

(30) Edouard J. Bristow, *op. cit.*, p. 266.

(31) Archives de l'Alliance israélite universelle, XIX 57, *op. cit.*

(32) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice...*, 1912, *op. cit.*, p. 20.

(33) *Ibid.*, p. 19.

tait en état d'infériorité avec nos coreligionnaires d'Allemagne, d'Angleterre et des États-Unis ».⁽³⁴⁾ Il est vrai que les associations de femmes juives qui luttent contre la « traite des blanches » sont plus anciennes dans les pays cités : en Grande-Bretagne, the Jewish Association for the Protection of Girls and Women date de 1885, tandis qu'aux États-Unis, le Conseil national des femmes juives est né en 1893. En Allemagne, le Jüdischer Frauenbund (League of Jewish Women) a été fondé en 1904.

L'Association israélite de protection de la jeune fille est donc tardive en regard de ses homologues étrangers. Elle l'est aussi par rapport aux autres associations françaises, qu'elles soient laïques, catholiques ou protestantes : en France, la plupart des grandes œuvres de lutte contre la « traite des blanches » ont été fondées autour des années 1900 ; l'Association pour la répression de la traite des blanches et la préservation de la jeune fille date de 1901, de même que l'Œuvre libératrice. L'Œuvre des gares (qui accueille les jeunes filles voyageant seules) est née en 1905, etc.

L'Association israélite pour la protection de la jeune fille est financée par des souscriptions et des dons privés. Elle ne reçoit pas d'aide du Comité de bienfaisance israélite de Paris (CBIP), l'organe officiel de la bienfaisance à Paris. Celui-ci ne porte à la question de la traite des blanches qu'un intérêt très limité. Certes, il envoie un délégué au Congrès israélite de Londres en 1910 mais se contente, dans le compte rendu, de « remercier l'émissaire pour la façon très brillante dont il a représenté notre œuvre à la Conférence de Londres »⁽³⁵⁾ et ne s'intéresse pas davantage à la question. De ce fait, dans le même compte rendu de délibération, on relève que Madame Eugène Simon a dû « renoncer à son projet de mettre à contribution le comité pour l'œuvre de sauvetage de la jeune fille ».⁽³⁶⁾ L'Association reçoit en revanche plusieurs contributions de la JCA (Jewish Colonization Association), l'agence fondée par le Baron de Hirsch pour aider les juifs russes à émigrer vers les États-Unis, le Canada ou l'Argentine. Cette aide révèle de quelle manière le problème de la « traite des blanches » est particulièrement lié à la question de l'immigration.

L'Association, comme son nom l'indique, se destine à la protection des jeunes filles, c'est-à-dire aux mineures de 18 ans. Ses rapports d'exercice, entre 1912 et 1921, présentent de nombreux exemples de jeunes filles âgées de 10 à 17 ans, qualifiées parfois de « jeunes filles à nattes dans le dos »⁽³⁷⁾ pour mettre

(34) *Ibid.*, p. 12.

(35) Archives CASIP-COJASOR, 1B7, *registre des délibérations du CBIP, séance du 14 décembre 1910*, p. 374-375.

(36) *Ibid.*, p. 386.

(37) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice de l'Association israélite pour la protection de la jeune fille*, 1919, p. 14.

l'accent sur leur jeunesse. Notons qu'elle s'inspire fortement de l'association juive britannique, dont nous avons parlé plus haut, au point de reprendre son nom mot à mot, à l'exception notable de *women* : The Jewish Association for the Protection of Young Girls and Women devient alors l'Association israélite pour la protection de la jeune fille.

L'objectif est très clair : « Initier la jeune fille sans défense aux dangers qui la guettent, lui inspirer confiance, la recueillir, la relever, si elle a succombé. »⁽³⁸⁾ L'Association fait d'abord de la « propagande préservatrice »⁽³⁹⁾ en informant les jeunes filles des dangers de la prostitution. Cette information, traduite en plusieurs langues, prend des formes diverses (affichettes, brochures) et est placée dans plusieurs lieux (bureaux de placement, ports, ateliers...) avec l'aide de diverses autorités : police, compagnies de bateaux, bureaux de placement, etc. L'Association entend également fournir aux jeunes filles du travail ou un moyen d'en obtenir, de manière à éviter que la misère et le chômage ne les mènent à la prostitution. Elle aide aussi les jeunes filles « qui ont succombé » en les hébergeant ou en les plaçant dans d'autres associations, juives ou non juives. Elle a enfin pour objectif de dénoncer les filières de prostitution et de faire condamner les trafiquants. Les rapports d'exercice parus entre 1912 et 1921 rappellent ces objectifs et présentent les premiers résultats de son action. En filigrane, ils véhiculent également l'idée que se font les membres de l'Association de la « traite des blanches » et de la prostitution des jeunes.

2. Discours et représentations sur la prostitution des jeunes

L'image de la « jeune fille tombée », telle que véhiculée dans les rapports de l'Association israélite pour la protection de la jeune fille, est largement conditionnée par les récits de traite. La cause principale de la prostitution, toujours perçue comme « forcée », est l'ignorance et la naïveté des jeunes filles « honnêtes ». Celles-ci sont dépeintes comme vivant dans un univers hostile dont elles ne distinguent pas les nombreux dangers ; ainsi, elles sont entourées « d'influences funestes »⁽⁴⁰⁾ et risquent de « se briser contre des écueils »,⁽⁴¹⁾ Il faut les « arracher à toutes les tentations mauvaises qui les assaillent ».⁽⁴²⁾ Elles sont sans défense face « aux dangers qui [les] guettent ».⁽⁴³⁾

Face à son « ravisseur »,⁽⁴⁴⁾ la jeune fille apparaît faible et privée d'entendement, comme anesthésiée (au sens physique dans certains cas, puisque quelques-

(38) *Ibid.*, p. 32.

(39) AN, AJ 38 5789,
Rapport d'exercice de
l'Association israélite pour
la protection de la
jeune fille, 1914, p. 14.

(40) AN, AJ 38 5789,
Rapport d'exercice...,
1912, *op. cit.*, p. 5.

(41) *Ibid.*, p. 14.

(42) AN, AJ 38 5789,
Rapport d'exercice...,
1914, *op. cit.*, p. 16.

(43) *Ibid.*, p. 32.

(44) *Ibid.*, p. 31.

unes pourraient avoir été droguées, mais aussi au sens psychique et moral). L'adjectif « grisé », qui caractérise plusieurs d'entre elles, témoigne d'ailleurs de cette volonté d'exprimer la passivité de cette enfant « victime » et reprend la thématique de la perte de conscience. C'est ainsi le cas de cette « jeune fille emmenée, habillée des pieds à la tête, (qui) fut grisée par les toilettes qu'on lui acheta, et les plaisirs d'une soirée passée avec cette femme et son soi-disant frère ».⁽⁴⁵⁾

(45) *Ibid.*, p. 25.

En outre, la jeune fille « tombe » littéralement dans la prostitution. Sa chute semble à la fois physique et morale. C'est le rôle de l'Association de lui faire retrouver sa vitalité, de la « relever ». Ainsi, dans le cas d'une jeune fille, l'Association est convaincue « qu'elle ne résisterait pas au chagrin qui l'accable, si des mains amies ne se tendaient vers elle ».⁽⁴⁶⁾ De même, dans le cas d'une autre jeune fille, « elle s'est sentie protégée, comprise, soutenue, elle a retrouvé son énergie, et a trouvé un emploi rémunérateur ».⁽⁴⁷⁾

(46) *Ibid.*, p. 29.

(47) *Ibid.*, p. 28.

Ces caractéristiques (ignorance et crédulité, faiblesse de corps et d'âme) font de la jeune fille une victime toujours innocente. On retrouve toutefois, dans les rapports de l'Association israéliite pour la protection de la jeune fille, une allusion timide à une autre cause de la prostitution, éloignée du stéréotype de la jeune fille « honnête » séduite, droguée ou trompée. En 1912, Madame Eugène Simon évoque l'extrême misère des jeunes filles juives de Galicie, région située en Pologne aux confins de l'Ukraine. Cette pauvreté, par ailleurs historiquement attestée, explique, selon la philanthrope, que certaines immigrèrent et deviennent prostituées pour améliorer leur situation. La prostitution peut alors être comprise comme un choix conscient pour sortir de la misère. Elle devient une stratégie de survie. La question de la pauvreté et de la prostitution est cependant à peine évoquée et l'Association préfère privilégier la thèse de la jeune fille innocente, conduite à se prostituer par la volonté d'un autre.⁽⁴⁸⁾

(48) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice...*, 1912, *op. cit.*, p. 21.

(49) *Ibid.*

(50) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice...*, 1914, *op. cit.*, p. 22.

(51) *Ibid.*, p. 22-23.

(52) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice...*, 1912, *op. cit.*, p. 32.

(53) *Ibid.*, p. 27.

Les rapports de l'Association évoquent quelquefois le « goût pour la toilette et le plaisir »⁽⁴⁹⁾ des jeunes filles secourues. Si, certaines d'entre elles ont « commis quelques inconséquences », ⁽⁵⁰⁾ elles sont rapidement revenues à « de bons sentiments [...] grâce à la surveillance toute bienveillante [*de l'Association*] ».⁽⁵¹⁾ Les membres de l'Association insistent sur le fait que la proportion des « enfants vicieuses ou qui vont volontairement au mal »⁽⁵²⁾ est infime. Les comptes rendus soulignent les qualités de leurs pupilles : ainsi la première d'entre elles est une jeune fille « intelligente, distinguée et instruite »⁽⁵³⁾ mais

(54) *Ibid.*

(55) *Ibid.*, p. 29.

(56) *Ibid.*

(57) *Ibid.*

(58) *Ibid.*

« découragée » et « désemparée ». ⁽⁵⁴⁾ Une autre est une « pauvre enfant, belle, très jeune, et qui devait appartenir à une famille honorable ». ⁽⁵⁵⁾ Elle meurt en martyre et « paya de sa vie une imprudente confiance ». ⁽⁵⁶⁾ Une autre jeune fille supporte son malheur (elle est devenue mère « victime d'une trahison odieuse ») ⁽⁵⁷⁾ avec une « très grande dignité », ⁽⁵⁸⁾ etc. Il y a chez ces jeunes filles quelque chose des héroïnes tragiques.

Cette image de la « jeune vierge innocente », victime de la « traite des blanches », tranche radicalement avec l'idée, largement répandue depuis les travaux de l'hygiéniste Parent-Duchâtelet, que les jeunes femmes exercent la prostitution par tempérament ou hérédité. ⁽⁵⁹⁾ Cette vision se trouve renforcée à la fin du XIXème siècle par les théories d'anthropologie criminelle sur la « prostituée-née » développées par Cesare Lombroso. ⁽⁶⁰⁾ À la veille de la première guerre mondiale, on retrouve les traces de ce postulat dans les études d'un grand nombre de commentateurs de la prostitution. Par exemple, Félix Lohse, en 1913, pour expliquer la prostitution des mineures, évoque entre autres la lascivité et la sensualité des jeunes filles, leur paresse ou leur irrégion. ⁽⁶¹⁾

Au contraire, l'Association israélite pour la protection de la jeune fille nous propose une toute autre vision de la « fille tombée », teintée « d'affection » (le terme revient plusieurs fois) pour cette victime innocente, à milles lieux de l'image de la « vicieuse ». Mais cette bienveillance est doublée d'autoritarisme. Ainsi l'Association est sévère face à ses « pupilles » et assure une surveillance de ses « petites protégées » pour les empêcher de tomber ou de retomber dans l'égarement. « Il faut que la jeune fille se sache protégée, surveillée, mais avec une affectueuse vigilance, c'est la meilleure voie pour gagner sa confiance », annonce le compte rendu des travaux pour l'exercice de 1914. ⁽⁶²⁾ La jeune fille est un petit animal farouche qu'il faut approcher avec patience et douceur mais aussi avec fermeté. L'Association a un double rôle : il lui faut, à la fois, protéger et surveiller la jeune fille. D'un côté, l'Association a un rapport tout maternel avec les jeunes filles à qui elle sert de famille. Elle organise tous les dimanches des conférences pour les jeunes filles orphelines et leur met à disposition une bibliothèque : là, « elles y trouveront la gaieté, et de la camaraderie, des distractions saines, des conseils éclairés et affectueux, en somme, un peu de cette vie de famille dont la plupart d'entre elles sont malheureusement privées ». ⁽⁶³⁾ D'un autre côté, cette protection équivaut à une surveillance : en

(59) Alexandre Parent-Duchâtelet, *op. cit.*, p. 99.

(60) Alain Corbin, *op. cit.*, p. 440-451.

(61) Felix Lohse, *La prostitution des mineures en France*, Paris, Arthur Rousseau, 1913. Les deux premiers sous-chapitres de la partie sur les causes de la prostitution des mineures sont intitulés : « l'hérédité et le tempérament », p. 14-17, et « la coquetterie et la paresse », p. 17-19.

(62) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice...*, 1914, *op. cit.*, p. 21.

(63) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice...*, 1919, *op. cit.*, p. 17.

1914, l'Association a placé plus de cent jeune filles « soit dans le commerce, soit comme institutrices, gouvernantes et domestiques »⁽⁶⁴⁾ et elle envoie chaque mois un de ses membres s'assurer auprès de leurs employeurs que les jeunes filles donnent toute satisfaction. Cette surveillance se double d'une responsabilisation de la jeune fille : ainsi par exemple, l'aide financière qu'elle reçoit n'est pas une aumône mais des avances qu'elle remboursera « par petites sommes »⁽⁶⁵⁾ une fois qu'elle aura trouvé un travail. L'attitude de l'Association est donc celle d'une « affectueuse vigilance »⁽⁶⁶⁾ ou encore d'une « surveillance toute bienveillante »,⁽⁶⁷⁾ c'est-à-dire d'une démarche qui oscille entre maternage et patronage. D'un côté, l'Association entend se comporter comme une mère qui éduque son petit enfant. De l'autre, elle intervient en « patronage », c'est-à-dire qu'elle supervise et surveille les jeunes filles dans leur formation professionnelle, comme le fait un patron pour ses apprentis.

Au fil du temps, l'Association semble s'éloigner peu à peu de la stricte lutte contre la « traite des blanches ». Les jeunes filles qui sont aidées ne sont plus forcément victimes de trafiquants ou prostituées : certaines d'entre elles, et ce nombre augmente, se trouvent dans une situation familiale difficile ou s'entendent mal avec leurs parents. D'autres ont eu des relations sexuelles « libres » (hors-mariage), sont des mères célibataires. D'autres encore ont fait un choix de vie qui suscite l'inquiétude, comme l'entrée dans une carrière théâtrale ou artistique. C'est ainsi le cas d'une jeune fille que l'Association « a détourné de la carrière chorégraphique. Elle est aujourd'hui employée de commerce »⁽⁶⁸⁾ ou d'une jeune fille venue de Tunis pour faire du théâtre : « [...] Nous sommes parvenues à la faire renoncer à son projet. Nous avons même la joie de la décider à retourner dans sa famille. »⁽⁶⁹⁾ On ne peut être étonné de ce raccourci qui présente le théâtre comme l'antichambre de la prostitution, car comme le montre Anne Martin-Fugier pour le XIX^e siècle, comédiennes et prostituées sont régulièrement confondues.⁽⁷⁰⁾

Entre l'indépendance sexuelle des jeunes filles, condamnée, et la transaction sexuelle proprement dite, la frontière est ténue dans les discours, particulièrement quand il est question de la prostitution des mineures. À ce sujet, Félix Lohse écrit : « Et si nous considérons la prostitution, indépendamment de toute idée de gain, c'est que maintes fois la mineure se livre à la débauche sans chercher à en tirer aucun bénéfice. »⁽⁷¹⁾ L'Association israélite pour la pro-

(64) *Ibid.*, p. 22.

(65) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice...*, 1914, *op. cit.*, p. 22.

(66) *Ibid.*, p. 21.

(67) *Ibid.*, p. 22.

(68) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice...*, 1919, *op. cit.*, p. 14.

(69) *Ibid.*, p. 15.

(70) Anne Martin-Fugier, *Comédienne, de Mademoiselle Mars à Sarah Bernhardt*, Paris, Le Seuil, 2001.

(71) Félix Lohse, *op. cit.*, p. 10.

(72) Alain Corbin,
op. cit., p. 426.

(73) Maxime Du Camp,
op. cit., p. 288-290.

(74) AN, AJ 38 5789,
Rapport d'exercice...,
1912, *op. cit.*, p. 32.

(75) AN, AJ 38 5789,
Rapport d'exercice...,
1914, *op. cit.*, p. 17.

(76) AN, AJ 38 5789,
Rapport d'exercice...,
1919, *op. cit.*, p. 15.

tection de la jeune fille, quant à elle, exhorte les jeunes filles de ne pas avoir de relations sexuelles hors mariage afin ne pas risquer de devenir prostituée.⁽⁷²⁾

En agitant le spectre de la prostitution et de la déchéance, l'Association participe clairement à une campagne de moralisation de la jeune fille. Elle joue aussi un rôle de contrôle social qui dépasse largement l'objectif premier de lutte contre la « traite des blanches ». Le discours autour des dangers de la prostitution apparaît plutôt comme un prétexte pour surveiller étroitement la vie des jeunes filles et les faire se conformer à l'idéal moral et social de ce début du XXème siècle. Ces exemples démontrent en tout cas de quelle manière l'Association se transforme en une institution de surveillance et de moralisation des jeunes filles en marge, et non plus seulement des victimes de la prostitution. On constate d'ailleurs dans les rapports peu d'exemples de « relèvement », c'est-à-dire d'assistance à la jeune prostituée. L'Association intervient plutôt de manière préventive. En ce sens, elle suit l'évolution de la Maison israélite du refuge de l'enfance, dont nous avons parlé plus haut. Visitant l'institution en 1887, Maxime du Camp se félicitait de la transformation de la Maison en une école professionnelle et un orphelinat car « on s'aperçut que l'action réparatrice ne parvenait pas à s'exercer sur des malheureuses déjà mal imprégnées [...]. On en fut attristé et l'on arriva, par expérience, à la conclusion qu'il fallait devancer l'explosion du vice si l'on voulait s'en rendre maître. Dès lors [...] on regarda dans les milieux contaminés et on y enleva les enfants que l'exemple seul aurait perdues [...]. De cette façon, l'œuvre de préservation est complète : on empêche la pauvrete de tomber ; ce qui vaut mieux que d'avoir à la relever après sa chute. »⁽⁷³⁾ C'est ce choix de la prévention, en amont, à la place d'une solution « curative », qui marque également l'évolution de l'Association. L'objectif final de l'Association est de faire des jeunes filles de bonnes ménagères et de bonnes mères : elle doit aider ces jeunes filles à retrouver leur « vraie mission de filles honnêtes, de mères de famille dévouées, de travailleurs honorables ».⁽⁷⁴⁾ Il leur faut (re)devenir « des femmes utiles et de futures mères de famille, capables de fonder dans notre chère patrie des foyers sains, heureux et prospères ».⁽⁷⁵⁾ C'est pourquoi l'Association se réjouit de la fréquence des mariages. C'est par le mariage avec « un brave garçon »⁽⁷⁶⁾ que la jeune fille se sauve définitivement. C'est à l'aune du bon mariage que l'on mesure le succès de l'Association.

3. Lutte contre la « traite des blanches » et antisémitisme

La dénonciation de la « traite des blanches » s'accompagne au XX^{ème} siècle d'un violent antisémitisme. Comme nous l'avons vu, certains n'hésitent pas à expliquer l'existence soupçonnée d'un grand nombre de trafiquants et de prostituées juifs par des caractéristiques inhérentes aux juifs, en particulier, l'appât du gain et l'absence de morale.⁽⁷⁷⁾ D'autres véhiculent l'idée selon laquelle les juifs feraient le commerce exclusif des jeunes filles chrétiennes et s'enrichiraient de leur dégradation.⁽⁷⁸⁾ Même chez des auteurs non antisémites, les préjugés sont légion. Ainsi, dans *Le chemin de Buenos Aires* du journaliste Albert Londres, paru en 1927, celui-ci y décrit longuement les négociations entre un père de famille qui veut vendre sa fille au meilleur prix et les proxénètes qui veulent l'acheter au prix le plus bas.⁽⁷⁹⁾ Même si on ne peut qualifier Albert Londres d'antisémite, cette scène véhicule les *a priori* antisémites de son temps : les juifs sont associés à tous les types de commerce, même à ceux que la morale réprouve.

Au-delà de l'aide concrète aux jeunes filles, l'un des objectifs de l'Association est donc de lutter contre ces manifestations antisémites. Dans cette lutte, elle fait feu de tout bois ; dans une lettre à l'Association, publiée dans le rapport d'exercice de 1912, Claude Montefiore, président de la Jewish Association for the Protection of Girls and Women de Londres, explique que c'est la persécution antisémite qui se trouve à l'origine de la présence des juifs dans le commerce de la prostitution : « La persécution à laquelle nos coreligionnaires sont exposés depuis longtemps a malheureusement avili quelques-uns d'entre eux. »⁽⁸⁰⁾ L'Association entend surtout affirmer que les juifs ne sont pas indifférents au problème et qu'ils s'engagent vigoureusement à combattre la « traite des blanches ». Claude Montefiore, fort de sa longue expérience sur ce terrain, d'ajouter : « Que faire ? Notre honneur nous commande d'agir de notre mieux pour empêcher plus de jeunes filles de devenir les victimes des trafiquants [...]. Je dis notre honneur nous le commande, l'honneur du nom israélite, mais aussi la pitié et la justice le demandent. Non seulement l'honneur, la pitié et la justice, mais encore notre sûreté ! Pour combattre le plus sûrement le mal et fermer la bouche des calomniateurs, la meilleure manière, et vraiment la seule, est d'empêcher que les péchés de quelques-uns soient employés comme une arme contre tous les israélites. Si nous ne faisons rien, on dira, même

(77) Edward J. Bristow, *op. cit.*, p. 19.

(78) *Ibid.*

(79) Albert Londres, *op. cit.*, p. 172-174.

(80) AN, AJ 38 5789, *Rapport d'exercice...*, 1912, *op. cit.*, p. 15.

(81) *Ibid.*, p. 16.

on a déjà dit, que les israélites sont tout à fait indifférents. »⁽⁸¹⁾

(82) *Ibid.*, p. 12.

Nous le voyons, les motifs qui fondent l'action de l'Association sont à la fois idéologiques (l'honneur, la pitié, la justice) et pragmatiques (notre sûreté). La lutte contre la « traite des blanches » est donc aussi une lutte contre l'antisémitisme et pour la défense des juifs. Dans cette lutte, on saisit l'occasion pour rappeler les valeurs du judaïsme et marteler que celui-ci est hostile à toute forme de prostitution. Pour le grand rabbin Alfred Lévy, les trafiquants ont violé les valeurs du judaïsme : ils ont « foulé aux pieds les grands principes de morale publique et privée, de chasteté et de pudeur qui brillent du plus vif éclat dans nos saintes écritures ».⁽⁸²⁾ Et de ce fait, « ils se sont exclus eux-mêmes du judaïsme ».⁽⁸³⁾ D'ailleurs, le judaïsme les renie avec « indignation » et « horreur ».⁽⁸⁴⁾ Le rabbin continue : « Qu'on ne vienne pas nous dire que ce sont des israélites, ces êtres infâmes dont aucune expression n'est capable de traduire l'abjection. Sont-ils israélites ceux qui [...] subornent de malheureuses jeunes filles [...] trop crédules [...] et les condamnent à une servitude physique et morale, cent fois plus avilissante que l'esclavage d'autrefois. Non, non, le judaïsme les répudie de son sein. »⁽⁸⁵⁾

(83) *Ibid.*, p. 13.

(84) *Ibid.*

(85) *Ibid.*

Au-delà de cette lutte contre l'antisémitisme, l'Association met en branle des enjeux politiques, qui dépassent les frontières de la France. Par exemple, elle pointe du doigt la situation des juifs privés de droits civiques dans certains pays. C'est ainsi qu'elle dénonce la situation de ces jeunes prostituées juives, qui ne reçoivent pas d'assistance de leur pays d'origine, en raison de leur appartenance à la religion juive. C'est le cas en 1912, où « en Égypte plus de huit jeunes filles israélites, emmenées puis abandonnées par les traitants [...] se sont vu [*sic*] refuser par les représentants de leur pays (Russie et Roumanie) la protection qu'elles étaient en droit d'attendre. Le motif de ce refus était leur origine juive, et ces malheureuses durent rester dans le dénuement le plus complet ».⁽⁸⁶⁾ Dans des pays très antisémites où les droits civiques sont refusés aux juifs, comme la Roumanie, qui n'émancipe sa population juive qu'en 1919, ou la Russie, marquée par un très fort antisémitisme d'État, les jeunes juives ne peuvent recevoir aucune assistance. En dénonçant cette situation et en apportant son aide à ces jeunes filles, l'Association se positionne, à sa manière, sur le terrain de la lutte pour l'émancipation des juifs.

(86) *Ibid.*, p. 20

Elle renoue également avec les premières formes de la philanthropie juive française, qui, au début du XX^{ème} siècle, intervient directement dans les pays où les droits des juifs sont bafoués, pour les aider sur le plan politique et social. Comme l'a montré Nora Seni, à partir de 1840, plusieurs notables juifs s'octroient une sorte de « droit d'ingérence » avant la lettre et se portent publiquement au secours des juifs en difficulté, en Égypte et dans l'Empire Ottoman.⁽⁸⁷⁾ À sa manière, l'Association fait de même.

4. Conclusion

Comme on le voit, les objectifs de l'Association israéliite pour la protection de la jeune fille dépassent la seule question des mineures « en danger ». Dans son action, l'Association lutte directement contre l'antisémitisme et pour les droits civiques. Certes, elle ne s'engage pas ouvertement sur le terrain du politique. Elle utilise des armes plus discrètes : collaboration avec des associations non juives de lutte contre la traite, avec les administrations, des sociétés privées, appartenance à des groupes de travail, participation à des congrès internationaux. Par ces actions, son objectif est d'occuper le terrain de la lutte contre la « traite des blanches » et de faire front contre ceux qui amalgament juifs et proxénètes, juives et prostituées.

L'étude d'une institution charitable comme l'Association israéliite pour la protection de la jeune fille doit donc prendre en compte plusieurs angles d'approche. Il faut considérer l'Association face à des enjeux que l'on pourrait appeler « interjuifs » : il s'agit pour elle de se positionner face aux associations de lutte contre la « traite des blanches », fondées par d'autres communautés juives en Europe et aux États-Unis. Dans cette nébuleuse, elle fait entendre la voix de la communauté française sur la scène juive internationale.

Une autre approche la place face au monde « extérieur » non-juif : on a montré comment elle entreprend de lutter contre l'antisémitisme, comment elle travaille à améliorer la réputation et la situation des juifs, comment elle veut aussi occuper la place et ne pas laisser le champ libre aux associations catholiques et protestantes qui risquent de convertir au christianisme les jeunes filles juives qu'elles aident. Là aussi, sur le sujet largement médiatisé et dramatisé de la « traite des blanches », elle fait résonner la voix de la communauté juive française.

(87) Nora Seni, *Les inventeurs de la philanthropie juive*, Paris, éditions de La Martinière, 2005.

Enfin, l'image de la « jeune vierge », victime de la traite des blanches, telle que véhiculée par l'Association israélite pour la protection de la jeune fille, sert son ambition de relever la jeunesse féminine « perdue », conformément à la morale sociale définie par la société bourgeoise du début du XXème siècle. L'image de la mineure telle qu'elle émerge des rapports d'exercice de l'Association israélite pour la protection de la jeune fille est caricaturale : la jeune fille, physiquement et moralement faible, est toujours présentée comme une enfant et à ce titre, elle est irresponsable. Si cette image de la jeune fille est probablement une construction bien éloignée de la réalité, il n'empêche qu'elle permet à l'Association de trouver justification de ses actions de contrôle social et de moralisation de la jeunesse.